

Une autre initiative libérale dont les conservateurs s'attribuent le crédit. C'est pourtant la continuation d'une belle œuvre libérale.

M. Valade: Parlez-nous de la conscription!

M. Denis: Et le gouvernement va encore plus loin. Au fait, le discours du trône annonce que le gouvernement suit de près les négociations relatives au Marché commun.

Monsieur l'Orateur, vous avez entendu parler d'Accra. Vous savez de quelle façon le gouvernement, et plus particulièrement certains ministres suivent de près les négociations du Marché commun! On serait plutôt porté à croire qu'ils les suivent de loin. Les uns disent: On va chercher à adhérer au Marché commun. Un autre ministre déclare: Non, on ne peut pas.

Voilà la politique du gouvernement actuel.

M. Ricard: Écoutez le bouffon de l'opposition!

M. Denis: Monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel...

M. Ricard: Le bouffon de l'opposition!

M. Denis: Monsieur l'Orateur, c'est la deuxième fois que l'honorable député fait cette remarque. Vous avez entendu ce même monsieur, sérieux, qui parle toujours d'éteignoirs.

M. Ricard: Le bouffon de l'opposition!

M. Denis: Le grand intellectuel du parti conservateur.

Le gouvernement actuel se dit favorable au commerce mondial, parce qu'il prétend avoir découvert que nous sommes un pays exportateur. Le premier geste qu'il pose, dès son arrivée au pouvoir, c'est de réduire de 15 p. 100 notre commerce avec notre meilleur client: les États-Unis.

Voilà comment le gouvernement a décidé d'agir dans le cas de nos exportations vers les pays désireux d'acheter nos produits.

Un peu plus loin, dans le discours du trône, nous pouvons lire ceci, qui est un bel exemple de la logique de nos amis conservateurs. Je cite:

Mon Gouvernement se propose de vous recommander un certain nombre de mesures qui constitueront de nouveaux progrès en vue de réaliser les objets de la Confédération et d'identifier plus clairement la nationalité canadienne en ce qui regarde divers aspects du secteur public et du secteur privé. A cette fin, vous serez invités à donner suite, après certaines modifications, aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur les publications.

M. Tremblay: C'est le bouffon de l'opposition!

M. Ricard: C'est le bouffon de l'opposition!

Une voix: Vous n'y comprenez rien.

M. Denis: C'est comme si l'on disait: Ma fille est muette, je vais lui soigner les yeux.

M. Tremblay: Faites-lui nettoyer l'esprit!

M. Denis: Voici comment les députés conservateurs résonnent... avec un «é» et non avec «ai».

En ce qui concerne les travaux d'hiver, l'honorable ministre associé de la Défense nationale a déclaré que M. Lesage en est en faveur puisqu'il y contribue dans une proportion de 40 p. 100. Je dirais plutôt, monsieur l'Orateur, que si le programme des travaux d'hiver a obtenu un certain succès dans la province de Québec, c'est uniquement grâce à M. Lesage.

M. Duplessis, l'ami intime des députés conservateurs du Québec, qui le renient d'ailleurs aujourd'hui parce que ça ne fait plus l'affaire...

M. Valade: Parlez donc des plans conjoints!

M. Denis: ... ne fournissait rien. Pourtant, M. Duplessis se disait un grand ami des chômeurs. Mais M. Lesage, lui, fournit 40 p. 100; il a même offert au gouvernement actuel de partager le coût des matériaux. Sous le régime Duplessis, les amis de nos conservateurs de Québec, seulement 169 municipalités sur 1,540, je crois, tiraient avantage du programme de travaux d'hiver. Mais grâce à M. Lesage, 875 municipalités du Québec, soit un plus grand nombre de municipalités que dans tout le Canada, en 1958-1959, en tirent maintenant profit.

M. Pigeon: Parlez-nous donc de l'assurance-hospitalisation, de sa faillite complète dans la province de Québec!

M. Denis: L'assurance-hospitalisation permet aux citoyens de la province de Québec de retirer des bénéfices provenant des taxes levées à cet effet, alors que sous M. Duplessis et ses amis conservateurs, nous payions des impôts pour l'assurance-hospitalisation sans en retirer de bénéfice, monsieur l'Orateur.

Maintenant, monsieur l'Orateur, on parle de réformer le Sénat au moment même où il se rend utile, au moment où l'on empêche un ministre de devenir dictateur, de prendre la décision finale sur les produits que l'on doit laisser importer des États-Unis ou d'ailleurs et sur le tarif que nous allons imposer.

Vous voulez qu'on change le Sénat au moment où il...

M. Tremblay: Au moment où il se réveille!

M. Denis: ... au moment où le Sénat justifie sa fonction, au moment où il a permis à un homme d'être entendu avant d'être condamné. Et si par hasard le Sénat a diminué en valeur, ce n'est pas la faute de l'opposition. Au fait, si vous prenez note de toutes les nominations qui ont eu lieu dernièrement,